

Contribution du Belgian Disability Forum (BDF)
pour le Comité CEDAW en vue de la préparation
du 8^{ème} rapport simplifié de la Belgique

La présente contribution, initiée et coordonnée par le *Belgian Disability Forum asbl* (BDF) est présentée conjointement par ses 18 associations membres¹ et les Conseils consultatifs bruxellois, wallon et flamand.

Dans ses précédentes contributions, notamment dans son rapport alternatif 2014², le BDF constatait déjà des situations très préoccupantes qui touchent exclusivement les femmes ou les jeunes filles handicapées ou qui les touchent de manière plus forte que les hommes et les enfants handicapés.

En voici une liste non exhaustive :

- *Violence contre les femmes handicapées*: les femmes et les jeunes filles handicapées sont confrontées à des situations très graves de violence, tant domestique qu'institutionnelle, liées d'une part à leur genre et d'autre part à leur handicap. Elles seraient deux fois plus sujettes aux violences et abus sexuels que les femmes ne présentant pas de handicap. Par ailleurs, il semble que la stérilisation forcée des femmes et des jeunes filles handicapées, en particulier celles qui présentent une déficience intellectuelle, soit encore une pratique répandue dans certaines institutions.
- *Éducation et formation* : dans certaines situations de handicaps, il a été constaté que les femmes et les jeunes filles sont plus souvent confinées à leur seul environnement familial que les hommes et jeunes garçons. Ceci a pour conséquence que les structures d'accompagnement et d'aides aux familles sont limitées dans leur apport au développement de l'autonomie de ces femmes et jeunes filles. Par ailleurs, les formations et apprentissages s'inscrivent encore trop souvent dans une logique différenciée selon les sexes, les jeunes filles handicapées étant plus souvent orientées vers des filières moins porteuses sur le marché du travail. Le handicap accentue ce phénomène à l'égard des filles.
- *Emploi et subsistance financière* : handicap et pauvreté sont intimement liés, mais cette précarité est malheureusement renforcée à l'endroit des femmes, pour les raisons et situations évoquées précédemment. Par ailleurs, on constate qu'à l'occasion de procédures de recrutements, l'homme handicapé est préféré à la femme handicapée.
- *Vie affective et sexuelle, accompagnement à la maternité* : l'argument de la protection de la société et de l'individu génère la négation de tous les besoins et de toutes les aspirations. On entre très rapidement dans les logiques suivantes : grossesses non désirées, moyens contraceptifs, stérilisation forcée

¹ <http://bdf.belgium.be/en/bdf-asbl/members.html>

² <http://bdf.belgium.be/media/static/files/2014-01-23---cedaw---rapport-alternatif---belgique.pdf>

et définitive, refus de formation sexuelle. Pire, il a été constaté que cela débouche même sur l'interdiction de tout contact pour certaines femmes ou jeunes filles. L'interdiction est, à ce niveau beaucoup plus souple pour les hommes, comme si leur demande relevait d'une plus grande légitimité. L'existence du handicap chez la maman handicapée sert souvent de prétexte pour séparer l'enfant de sa maman.

Le BDF a toujours attiré l'attention sur le fait que les mandats de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CRPD) se croisent au niveau des droits des femmes et jeunes filles handicapées. Pour rappel, la Belgique a ratifié la CEDAW le 10 juillet 1985 et son protocole facultatif le 17 juin 2004. Elle a ratifié l'UNCRPD et son protocole facultatif le 2 juillet 2009.

Le BDF et les Conseils consultatifs encouragent le Comité à intensifier encore l'attention qu'il porte aux droits des femmes et filles handicapées, notamment en augmentant les exigences demandées aux Etats dans leur manière d'aborder leur situation dans le cadre du processus d'examen des rapports.

Discriminations croisées (Article X)

Plusieurs groupes de personnes sont confrontés à des **discriminations croisées**. C'est particulièrement le cas pour les femmes et les filles handicapées³ : elles sont discriminées en raison de leur handicap au sein du groupe des femmes ou des filles et en raison de leur sexe au sein du groupe des personnes handicapées.

Cette double discrimination n'est actuellement pas reconnue légalement. Concrètement, cela implique que si une femme handicapée estime faire l'objet d'une discrimination, elle doit choisir par rapport à quel principe elle va déposer plainte : soit discrimination en tant que femme, soit discrimination en tant que personne handicapée. Il ne lui sera pas possible de faire valoir qu'elle est discriminée en tant que femme ET en tant que personne handicapée. Pouvoir faire référence aux 2 motifs de discrimination joue pourtant un rôle important vu que dans beaucoup de cas il aurait un effet multiplicateur et non seulement cumulatif.

Questions proposées :

- Comment l'Etat belge va-t-il intensifier son action pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes et des jeunes filles handicapées ?

Commenté [MU1]: Il peut être utile d'expliquer ce que cela implique en pratique : par exemple si une femme veut porter plainte pour discrimination elle doit choisir le fondement de la discrimination ? Quelles sont les conséquences concrètes (en particulier juridique) ?

Commenté [MO2R1]: Je ne connais pas les implications juridiques. Interroger UNIA à ce propos ???

Commenté [MU3]: Il est bien d'éviter les questions qui peuvent se répondre par oui/non, et de demander des explications sur la façon dont l'Etat compte progresser.

- Quand la Belgique prévoit-elle d'adopter une législation sur la double discrimination ?

Statistiques et Planification (Article X)

Le BDF regrette que la collecte de données globales et spécifiques, reflétant les besoins des femmes et filles handicapées, ne soit toujours pas une priorité pour la Belgique, quel que soit le niveau de compétences.

Il existe de nombreuses bases de données utiles dans le domaine du handicap, mais elles ont été construites sur la base des réglementations appliquées par chaque administration, qui utilise sa propre définition du handicap en fonction de ses missions spécifiques. Par conséquent, les méthodes de collecte des données et les résultats diffèrent d'une région à l'autre et ne peuvent être comparés.

Le BDF souligne que cette absence de données statistiques désagrégées/ventilées par handicap est l'une des causes à l'inexistence d'une planification des politiques concernant la situation des femmes et filles handicapées.

L'absence de données statistiques ventilées par sexe, âge et handicap, non segmentées et suffisamment détaillées, est sans aucun doute l'un des obstacles au développement de la législation, à la prise de décisions et au renforcement des capacités institutionnelles nécessaires pour suivre les progrès réalisés dans l'application des dispositions de la Convention. De plus, les réformes successives de l'Etat ont amené un manque de clarté. La collaboration entre les entités, pourtant nécessaire, n'existe pas, ce qui entraîne des dysfonctionnements importants (effets pervers liés à des réglementations non intégrées).

En outre, en dépit de la recommandation du Comité en 2014, la mise en œuvre du « test gender » qui vise à évaluer l'impact potentiel des projets de textes législatifs et réglementaires sur la situation des femmes et des hommes reste lente et son efficacité suscite le questionnement.

Questions proposées :

- Quelles mesures concrètes la Belgique envisage-t-elle de prendre pour systématiser la collecte, l'analyse et la diffusion de données ventilées par sexe, âge et handicap, non segmentées et suffisamment détaillées ?
- La Belgique a-t-elle pensé à une planification nationale de priorités pour le handicap ? Quand la Belgique va-t-elle réactiver la Conférence interministérielle pour garantir la nécessaire concertation entre toutes les entités du pays.
- Quelles mesures concrètes la Belgique prévoit-elle pour accélérer l'activation du « test gender » ?

Commenté [MU4]: Quid du genre ? Il peut être intéressant de dire si les données liées aux femmes sont désagrégées selon d'autres facteurs : race âge, handicap.

Commenté [MO5R4]: Je n'en sais rien. Il faut chercher...

Commenté [MU6]: Important de se concentrer sur les femmes et filles – comme c'est le travail du CEDAW Committee. Autrement le comité renverra directement la balle au CEDAW Committee.

Commenté [MO7R6]: Lire "...renverra la balle au UNCRPD Committee »

Commenté [MU8]: Si possible rajouter la référence de la recommandation (para) en note de bas de page

Commenté [MO9R8]: Pas trouvé avec la fonction « rechercher »... Tout lire

Dans le Plan d'Action National de lutte contre toutes les formes de violence basée sur le genre 2015-2019, on indique la mesure suivante: « mener une enquête approfondie sur l'ampleur de la violence contre les femmes et jeunes filles handicapées, en collaboration avec les associations de personnes handicapées et le secteur universitaire⁴ ».

Question proposée :

- Quelles sont les actions entreprises par la Belgique pour collecter ces données sur la violence contre les femmes et jeunes filles handicapées comme souscrit dans le PAN 2015-2019 ?

Violence et sexualité (Article X)

Le BDF a pris connaissance de deux études réalisées sur la violence dans le milieu du handicap. Il est navrant de ne pas disposer d'autres d'études qui permettraient de croiser les données.

Ces études ont été construites selon une approche et un cadre différents mais complémentaires:

- L'étude réalisée à la demande du Gouvernement flamand sur la violence sexuelle faite aux femmes handicapées « **Violence liée à la sexualité chez les personnes ayant une déficience intellectuelle: facteurs de risques, conséquences et prise en charge** » a été réalisée par la professeure Tina Goethals de l'UGent durant la période de 2016 à 2017.⁵

Des enquêtes en ligne et des interviews ont été réalisées auprès de femmes et de jeunes filles handicapées. Les enquêtes en ligne ont révélé quelques 152 cas de violence concernant, surtout, des victimes présentant un handicap physique. Soixante cas ont été répertoriés durant les interviews où un grand nombre de non-réponses était constaté, ce qui pose question.

Parmi les nombreuses constatations, nous pointerons particulièrement

- que le lieu où se déroule la violence sexuelle est variable. Les deux lieux les plus fréquents sont : le domicile de la victime (24%) et à l'hôpital/chez le docteur (10%).
- que l'agresseur est un homme dans 95 % des cas.
- que la police n'est pas contactée dans 85 % des cas
- que quatre grossesses ont été dénombrées suite à ces violences sexuelles
- que les victimes ne disposent, la plupart du temps que d'une éducation sexuelle et affective rudimentaire qui les rend incapable de comprendre ce qui relève d'un comportement acceptable ou non. Dans beaucoup de cas, les actes perpétrés à leur encontre le

⁴ https://iqvm-iefh.belgium.be/sites/default/files/dossier_de_presse_0.pdf

⁵ Référence

sont sous le couvert de leur manque de connaissance et d'une « normalité » imposée par la relation d'autorité qui les lie à l'abuseur

- La seconde étude francophone « **Handicap, violences et sexualité au prisme du genre** » réalisée par le Conseil des Femmes Francophones de Belgique avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles et dans le cadre de l'appel à projets Alter Egaux en 2018⁶ a un spectre plus large⁷.

Des femmes porteuses de handicap et des acteurs et actrices de terrain, professionnels du handicap ont été interrogés. Lors des entretiens, les sujets abordés étaient : l'enfance, les violences, la vie affective, la vie sexuelle, l'exercice de la citoyenneté. 17 femmes ont été interviewées. On constate à l'issue de cette étude l'omniprésence et la puissance des rapports sexuels non consentis et des stéréotypes dans le milieu du handicap.

En outre, le BDF constate que les femmes handicapées sont toujours oubliées dans la question du phénomène de la prostitution. Pourtant, des témoignages existent et sont répertoriés par certaines associations comme Aditi⁸.

Questions proposées :

- Quelles mesures concrètes prévoit la Belgique pour soutenir et aider les femmes et filles porteuses d'un handicap victimes d'attentats à la pudeur ou de viol, sous des formes et avec une intensité diverse ? Les femmes et jeunes filles handicapées ont-elles la possibilité d'échapper aux violences dont elles sont victimes en s'adressant aux « refuges » qui existent pour les femmes et jeunes filles victimes de violence en général ? Y recevront-elles l'accueil et l'encadrement adaptés dont elles ont besoin ?
- Les femmes et les jeunes filles handicapées ont-elles librement accès aux informations et aux formations utiles en matière de santé sexuelle et d'apprentissage de la relation affective ?
- Quelles mesures concrètes la Belgique prévoit-elle pour mettre en place des mécanismes permettant de recueillir, en toute discrétion, les témoignages de femmes et filles handicapées victimes de violences ?
- Est-il mis à disposition des professionnels de la santé, des agents verbalisants, des services judiciaires une formation suffisamment pointue ?

En dehors de ces études, le BDF remarque que les témoignages recueillis par les organisations de personnes handicapées et les services sociaux sont

⁶ <https://www.cffb.be/handicap-violences-et-sexualite-au-prisme-du-genre-une-etude-exploratoire-realisee-par-le-cffb-avec-le-soutien-de-la-federation-wallonie-bruxelles-dans-le-cadre-de-lappel-a-projet-dalter-ega/>

⁸ <http://www.aditiwb.be/temoignages/>

Commenté [MO10]: Contacter Aditi ???

Commenté [MO11]: Attentat à la pudeur en drt belge : <https://www.planningsfps.be/nos-dossiers-thematiques/dossier-violences-sexuelles/attentat-a-la-pudeur/>

Commenté [MO12]: Rechercher des informations sur les « refuges ».

Commenté [MO13]: Contacter UNIA + Intérieur

systématiquement reçus de manière anonyme car les victimes craignent de porter plainte en raison de leur forte dépendance vis-à-vis de l'environnement dans lequel ces événements se produisent.

Ces abus seraient de deux types : la contention, tant physique que chimique, et la stérilisation ou la contraception forcée.

Ces actes seraient perpétrés dans des établissements psychiatriques, des institutions et des centres de jour pour personnes handicapées et dans des établissements d'enseignement spécialisés.

Il existe toujours un nombre élevé de cas déclarés de stérilisation de femmes souffrant d'un handicap mental ou psychosocial en dehors de tout consentement : le handicap étant la seule cause de la stérilisation.

Questions proposées :

- Quels sont les chiffres dont dispose la Belgique sur le recours à la contrainte physique ou chimique dans les centres de jour ou les institutions ? Les cas identifiés correspondent-ils toujours à des situations qui justifient ce recours, comme le prévoit la législation belge, à savoir l'existence de risques pour la personne ou pour des tiers dus au comportement de la personne concernée ?
- Quelles mesures la Belgique compte-t-elle prendre pour mettre fin au recours à la contrainte ?
- Quelles mesures concrètes la Belgique compte-t-elle prendre pour faciliter l'identification des cas de médication forcée ?

Vie politique et publique, participation effective des femmes handicapées dans les gouvernements (Article X)

Ce point est faible avez-vous de la matière ?

Il existe un déséquilibre entre hommes et femmes. Une augmentation du nombre de quotas pour la représentation de femmes handicapées dans tous les gouvernements doit être instaurée.

Question proposée:

- La Belgique a-t-elle réfléchi à instaurer des quotas pour garantir l'égalité de la représentation des femmes handicapées ?
- Quelles mesures la Belgique va-t-elle mettre en place pour garantir une meilleure représentation des femmes handicapées dans les assemblées élues, dans les exécutifs ?

Education (Article X)

Les formations et apprentissages s'inscrivent encore trop souvent dans une logique différenciée selon les sexes. Le handicap accentue ce phénomène à l'égard des

Commenté [MO14]: Porte sur tous les témoignages, pas uniquement ceux relatifs à des abus à caractère sexuel. A placer sous un autre titre : dépendance forte au « milieu de vie » ??? C'est une réalité dans toutes les violences faites aux femmes. C'est pour cela que sont créés des refuges... Il serait aussi intéressant de savoir si ces refuges sont accessibles aux femmes et jeunes filles handicapées...

Commenté [MO15]: Également à diviser et ranger autrement : contention n'est pas uniquement liée aux agressions sexuelles. Stérilisation et contraception pas nécessairement non plus... Par ailleurs, dispose-t-on d'éléments dont on peut inférer que la contention, qu'elle soit physique ou chimique est plus utilisée pour des femmes et des filles handicapées que pour des hommes et des garçons handicapés ??? Si ce n'est pas le cas, restent la stérilisation et la contraception qui forment un tout

Commenté [MU16]: Il pourrait être intéressant d'interroger la Belgique sur les mesures mises en place (et leur **accessibilité**) pour soutenir les femmes et filles handicapées victimes de violence ? Par exemple l'accessibilité des refuges, helplines, informations distribuées, etc.

Commenté [MO17]: Est-ce spécifique pour femmes et jeunes filles handicapées ?

Commenté [MO18]: Remplacer par « contraception et stérilisation » ???

Commenté [MO19]: Rechercher le nombre d'élus et d'élues par niveau de pouvoir ainsi que le nombre de personnes handicapées élues par niveau de pouvoir
Contacter UVCW et consorts ???

Commenté [MU20]: Avez-vous des informations plus générales sur l'accès à l'éducation des filles et femmes handicapées ? Si possible ajouter des informations sur les problèmes liés à l'accessibilité, le manque d'aménagement raisonnable (même si cela touche aussi les garçons/hommes handicapés) – ainsi que le manque de transition vers l'enseignement inclusif.

filles. Il faudrait éviter d'orienter les femmes et filles vers des filières d'études traditionnellement plus féminines et qui ne conduisent pas suffisamment à l'emploi.

Commenté [MO21]: Rechercher plus de données sur l'orientation scolaire en fonction du genre

Question proposée :

- Quelles mesures concrètes la Belgique prévoit-elle pour remédier à la sous-représentation des femmes handicapées dans l'emploi de qualité, la formation ?

Emploi (Article X)

En ce qui concerne l'emploi dans la Fonction publique

- Fédéral : dans son rapport d'évaluation pour l'année 2017, la CARPH - Commission d'accompagnement pour le recrutement de personnes avec un handicap dans la fonction publique fédérale - dresse le constat préoccupant suivant : « Le taux d'emploi des collaborateurs avec un handicap au sein de la fonction publique fédérale est de 1,37%. Il s'agit d'une légère diminution par rapport à 2016. Malgré différents dispositifs pour encourager l'engagement des personnes avec un handicap dans la fonction publique, le taux d'emploi évolue peu et reste en dessous du quota de 3% ». ⁹

Le taux d'emploi des femmes handicapées est inférieur à celui des hommes.

Le BDF peut dire que la tendance reste inchangée pour l'année 2018. Aucune sanction n'est appliquée et les recommandations de la CARPH restent sans suite depuis des années.

Commenté [MO22]: Rechercher des chiffres

Commenté [MO23]: Rechercher des chiffres

Commenté [MO24]: Reprendre références des extraits des recommandations de la CARPH

- En Région bruxelloise : en 2019, 3 communes sur les 19 respectent l'ordonnance de février 2017¹⁰ relative à l'obligation d'engager des personnes handicapées au sein des pouvoirs locaux et 3 communes sont proches du seuil du quota imposé (2,5%)¹¹ ;
- En Région wallonne, le quota d'emploi des personnes handicapées est de 2,5 % de l'effectif prévu¹² ;
- En Flandre, un arrêté du 24 décembre 2004¹³ prévoit des mesures en vue de la promotion et de l'encadrement de la politique d'égalité des chances et de diversité dans l'administration flamande.

Le BDF n'a pas retrouvé les chiffres de l'emploi effectif des personnes handicapées en Flandre et en Wallonie.

⁹ Référence légale

¹⁰ http://www.etaamb.be/fr/ordonnance-du-02-fevrier-2017_n2017010569.html

¹¹ <https://www.lesoir.be/224714/article/2019-05-16/bruxelles-5-communes-sur-6-ne-respectent-pas-les-objectifs-dembauches-de>

¹² https://wallex.wallonie.be/index.php?mod=voirdoc&script=wallex2&PAGEDYN=SIGNTEXT&CODE=167502&IDREV=16&MODE=STATIC#FR_4422891

¹³ <http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi/api2.pl?lq=fr&pd=2005-04-13&numac=2005035356>

En ce qui concerne le secteur privé, le taux d'emploi des personnes handicapées en Belgique est un des plus mauvais de l'Union européenne : la dernière enquête Eurostat de 2011 soulignait que le taux d'emploi des personnes handicapées était de 40.7% pour 66.4% pour les personnes valides¹⁴. Il n'existe aucun quota, ni de sanction par rapport aux employeurs qui n'engagent pas de candidats travailleurs handicapés. Les entreprises peuvent depuis quelques semaines prendre des "actions positives" temporaires.

Commenté [MU25]: Pas de statistiques ventilées par genre ?

Commenté [MU26]: Indiquer la date/mois

Questions proposées :

- La Belgique a-t-elle des chiffres officiels sur le nombre de femmes handicapées occupées dans le secteur privé et dans les 3 régions respectives?
- Au-delà de la mesure emblématique mais facultative des « actions positives », quelles mesures concrètes la Belgique compte-t-elle établir pour augmenter le recrutement de personnes handicapées, en particulier les femmes handicapées, dans les secteurs public et privé ?

Capacité juridique et mariage (Article X)

Question ouverte : Vote électoral : dispositions spéciales pour les femmes handicapées ? mariage, accès à la justice -> besoin d'apports !!

Avez-vous de la matière ?

¹⁴ <http://ec.europa.eu/eurostat/web/lfs/data/database>